



COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Cinquante-deuxième session

«Cinquante ans du CSA – Œuvrer ensemble pour un monde libéré de la faim et de la malnutrition»

Rome (Italie), 21-25 octobre 2024

NOTE D'INFORMATION SUR LES INITIATIVES INTERNATIONALES EN COURS EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA FAIM ET LA PAUVRETÉ

La présente note d'information vise à éclairer les débats menés au titre du point II de l'ordre du jour de la 52^e session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), intitulé *Renforcement de l'action coordonnée face à la crise alimentaire – L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024*. Elle comprend un aperçu succinct des initiatives internationales en cours en matière de lutte contre la faim et la pauvreté et expose brièvement leurs liens avec le CSA (point II.d).

Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté

L'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté (ci-après «l'Alliance mondiale») est une initiative menée par le Brésil durant sa présidence du G20 en 2024. Elle vise à:

«a) déployer de manière soutenue une impulsion politique au plus haut niveau par l'intermédiaire du Groupe des 20 (G20) et des divers membres qui la composent, en encourageant l'action collective et en tirant parti des synergies dans le cadre d'autres initiatives existantes visant à éliminer la faim et la pauvreté dans le monde; et

b) faciliter la mobilisation et la plus grande coordination de l'appui national et international, y compris l'appui en matière de ressources financières et de connaissances des secteurs public et privé, afin de favoriser une mise en œuvre à grande échelle, prise en charge et pilotée par les pays, des programmes et des instruments de politique générale fondés sur des données factuelles, en particulier par les pays les plus touchés par la faim et l'extrême pauvreté, en concentrant les efforts sur les

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

personnes en situation de vulnérabilité et celles qui risquent le plus d'être laissées pour compte. L'Alliance mondiale a pour vocation de mettre à profit les mécanismes et les initiatives existants, tout en évitant les doublons¹.

En juillet 2024, les ministres du G20 ont approuvé le [document initial](#) (en anglais) de l'Alliance mondiale, dans lequel figure une section consacrée à la mobilisation mondiale et aux synergies avec les initiatives et les forums existants. Ils y «réaffirm[ent] le rôle central de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées et programmes, y compris des organismes ayant leur siège à Rome, s'agissant de la promotion du débat sur les politiques générales et de la convergence de ces dernières²», prenant note du «rôle clé du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) en tant que plateforme intergouvernementale inclusive permettant à un large éventail de parties prenantes de travailler ensemble afin de garantir la sécurité alimentaire et une bonne nutrition pour tous». Ils «se réjouissent à la perspective de l'application nationale des programmes et des instruments de politique générale grâce à l'appui de l'Alliance mondiale, qui complétera les moyens de mise en œuvre des mesures recommandées au titre des directives volontaires du CSA, de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et d'autres directives et produits en rapport avec les politiques émanant du CSA et d'autres initiatives et instances internationales apparentées³». À ce titre, il est souligné que les instruments de politique générale du CSA seront, en tant que sources et points de référence, utiles à l'élaboration du référentiel d'instruments de politique générale qui est constitué pour faciliter la mise en œuvre des politiques nationales de lutte contre la faim et la malnutrition sous toutes ses formes.

Les auteurs du document, qui reconnaissent le rôle du CSA s'agissant de la convergence des politiques générales, indiquent par ailleurs que la Présidente du CSA sera initialement membre du Comité des personnalités de haut rang, qui appuiera et orientera l'Alliance mondiale.

De plus, il est envisagé d'instaurer un mécanisme d'échanges bidirectionnels entre le Comité des personnalités de haut rang et le CSA, le Comité fournissant des rapports et des suggestions au CSA et recevant, en retour, des orientations et des contributions de ce dernier.

Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture 2024

Manifestation de haut niveau organisée tous les ans à Berlin par le Gouvernement fédéral de l'Allemagne, le Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture se penche sur des questions de politique agricole d'importance mondiale. Lors de l'édition 2024, quelque 2 000 participants internationaux ont réfléchi aux systèmes alimentaires de demain et aux moyens de renforcer leur collaboration afin de concrétiser les objectifs de développement durable du Programme 2030 et de traduire en réalité le droit humain à l'alimentation.

Soixante et un ministres et 12 représentants de haut niveau d'organisations internationales ont participé à la Conférence des ministres de l'agriculture. Dans le [communiqué final](#) (en anglais) de la manifestation, les participants soulignent qu'il faut poursuivre la transformation requise pour rendre les systèmes agricoles et alimentaires durables et résilients, seul moyen de faire du droit à une alimentation adéquate une réalité pour tous dans le monde entier. Ils font l'éloge des produits du CSA en rapport avec les politiques, se déclarent favorables à leur mise en œuvre et mettent l'accent sur le rôle de coordination des politiques au niveau mondial et sur la fonction de plateforme multipartite nécessaire au débat de fond sur les questions relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Conférence sur les politiques de lutte contre la faim 2024: vingt années d'action en faveur du droit humain à l'alimentation

Le Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture (BMEL) organise depuis 2001 des conférences consacrées aux politiques de lutte contre la faim. Ces conférences visent à réunir des représentants de la sphère politique et administrative, d'organisations internationales, de la société civile, du secteur privé et du milieu scientifique afin qu'ils échangent des idées, au niveau international, sur les approches fondées sur les droits propices à la transformation des systèmes

¹ G20. Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté. Document initial, paragraphe 10.

² G20. Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté. Document initial, paragraphe 30.

³ Ibid.

alimentaires et réfléchissent à comment rendre les systèmes alimentaires plus durables, plus résilients et plus équitables.

Une édition spéciale de la Conférence sur les politiques de lutte contre la faim a été organisée à Berlin en juin 2024, à l'occasion du 20^e anniversaire de l'adoption des directives volontaires relatives au droit à une alimentation adéquate, afin de faire le point sur la concrétisation de ce droit et sur les défis qui restent à relever.

Dans les conclusions du [rapport de la Conférence](#) (en anglais), les participants insistent sur «la nécessité de renforcer les liens entre les différents processus et organismes internationaux qui œuvrent en faveur de la sécurité alimentaire et des droits humains» et sur «le rôle central que joue le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) à cet égard et sur l'importance générale de la coopération et de la coordination mondiales, qui nécessitent d'établir des liens entre les processus internationaux et de mener des concertations avec les groupes concernés».

De plus, les participants recommandent que le «CSA, en tant que plateforme mondiale de coordination des politiques, tisse, avec les autres instances des Nations Unies, des liens plus étroits au sujet des questions d'importance primordiale pour la sécurité alimentaire, s'agissant, entre autres, de faire face aux crises environnementales planétaires que sont en particulier le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et la pollution de l'environnement, de préserver la santé des sols et de stopper la désertification».

Groupe des Sept (G7)

La première réunion des ministres des affaires étrangères du Groupe des Sept (G7), qui a été accueillie par l'Italie en sa qualité de présidente en 2024, visait à renforcer le rôle du groupe en tant que principal forum de dialogue entre les principales démocraties libérales et moteur de stabilité face aux crises mondiales de grande ampleur.

Dans la section sur la sécurité alimentaire et la sécurité nutritionnelle du [communiqué émanant de la réunion, intitulé «Relever les défis mondiaux, favoriser les partenariats»](#) (en anglais), le G7 «réaffirme sa volonté de travailler avec les organismes ayant leur siège à Rome, à savoir l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM), et reconnaît le rôle que joue le Comité de la sécurité alimentaire mondiale en tant que plateforme inclusive dont les multiples parties prenantes œuvrent collectivement à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition».

Une deuxième réunion des ministres des affaires étrangères du G7 est prévue en novembre 2024.

Sommet Nutrition pour la croissance – Paris 2025

Le monde n'est toujours pas en bonne voie pour atteindre l'une quelconque des cibles mondiales fixées en matière de nutrition d'ici à 2030 et la malnutrition infantile perdure dans des proportions alarmantes. Le prochain Sommet Nutrition pour la croissance, qui se tiendra à Paris en 2025, offrira l'occasion aux pays et aux divers partenaires de prendre des engagements audacieux en vue de placer la nutrition au cœur du programme de développement durable.

Le CSA, en tant que principale plateforme internationale et intergouvernementale, ouverte à tous, qui permet à l'ensemble des parties prenantes de travailler ensemble pour assurer à chacun la sécurité alimentaire et la nutrition, peut à ce titre jouer un rôle décisif. Les Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition, seul instrument mondial de politique en la matière qui a été négocié au niveau multilatéral, reconnaissent qu'il existe des liens étroits entre les systèmes alimentaires durables et une alimentation saine. Elles soulignent qu'il importe de mener des actions dans et entre les systèmes alimentaires et d'agir sur leurs composantes, à savoir les chaînes d'approvisionnement alimentaire, les environnements alimentaires et le comportement des consommateurs, afin que ces systèmes puissent favoriser une alimentation saine et générer des résultats positifs dans les trois dimensions du développement durable.

La Présidente du CSA est membre d'un groupe consultatif international qui a été créé pour faciliter la préparation du Sommet. Le groupe contribuera à fournir des analyses et des propositions relatives aux politiques dans différents domaines thématiques liés à la nutrition. Ses six groupes de travail se pencheront sur différents domaines thématiques. Ils fourniront chacun une vue d'ensemble de la situation nutritionnelle selon leur angle thématique et formuleront des recommandations stratégiques. La Présidente du CSA a accepté l'invitation qui lui a été faite d'animer, aux côtés du PAM, le groupe de travail thématique sur la nutrition et la résilience face aux crises.